



Au rayon désolation, il n'y a pas que les baisses de salaire et de motivation qui sont d'actualité, l'alimentation électrique connaît elle aussi quelques ratés.

Mardi 20/05, une coupure du réseau d'électricité a paralysé l'ensemble du Technocentre avec pour conséquence une brutale plongée dans le noir des bâtiments, serveurs et personnels.

La direction cherche des têtes à couper car cette panne va coûter plusieurs centaines de millions. En quelques minutes, les serveurs centraux ont vu s'évaporer nombre de données précieuses, au point de paralyser mondialement le système de commande RENAULT...

Mais les conséquences auraient pu être bien plus dramatiques. Cette coupure accidentelle a permis de constater de manière édifiante qu'outre les ascenseurs, le fonctionnement des blocs de secours et la dé-condamnation automatique des portes ont été totalement inopérants. Voilà qui est loin d'être sécurisant.

Plus de courant au TCR ? Comment est-ce possible ?

Deux lignes EDF alimentent notre bastion de la technique. Si la coupure de ces lignes vient exceptionnellement à arriver, les groupes électrogènes de la centrale doivent prendre le relais.

Le 19/06, la première ligne est en panne suite à un incident sur le réseau EDF.

Le lendemain sur une intervention technique, la société COFELY (choisie récemment comme nouveau prestataire par la direction de RENAULT) s'emmêle les pinces et coupe alors la seule ligne restante !

Trois groupes électrogènes vieux de 20 ans tentent alors de prendre le relais, mais nouveau coup du sort, ils n'arriveront jamais à alimenter le réseau de secours.

Des dégâts matériels et des questions à se poser...

Après 10 min sans alimentation, les dégâts informatiques sont déjà là. Pour le reste, tout le monde a été plongé dans le noir car à peine 10% des blocs de secours sont autonomes. On découvre alors que les 90% restants sont alimentés par un réseau de secours défaillant !

« Ce processus est totalement aux normes, selon la direction, pas question de le remettre en cause ! » Un processus qui fonctionne aussi bien que V3P, les réorganisations et les déménagements... Mais il faut comprendre immédiatement que le principal argument est économique : des blocs de secours autonomes coûtent chers et réclament de l'entretien.

Combien vaut la vie d'une femme ou d'un homme travaillant au Technocentre ?

Les conséquences de ce black-out sont diverses et certaines auraient pu avoir des effets dramatiques : escaliers privés de lumière, ateliers plongés dans le noir durant des essais, manips chimiques perturbées, parkings souterrains sans extraction, vestiaires, douches et locaux de restauration devenus soudainement dangereux...

Mais aussi au sous-sol du LABO, du personnel en train d'intervenir sur des presses ont dû rapidement mettre leurs mains dans les poches pour se protéger dans l'obscurité...

Si le personnel APS a été efficace, la défaillance générale du système de communication peut à lui seul faire méditer : antennes coupées, réseau téléphonique IP HS, seules subsistaient quelques très rares lignes téléphoniques filaires alimentées par France Telecom...



Cet incident doit servir de leçon pour améliorer la sécurité : les élus demandent des réunions de CHSCT extra pour passer en revue la chaîne de défaillance

Mais la direction ne l'entend pas de cette oreille. Faisant fi de la loi, elle empêche les CHSCT de mener leur enquête et décide de réunir une commission de coordination des Présidents et Secrétaires des CHSCT. Elle lui présente les résultats de sa seule analyse technique sur les causes de la panne et de sa gestion, sans se préoccuper de la prévention des conséquences qui auraient pu être très graves. Grâce à cette commission en rien représentative du personnel et avec l'aide de quelques partenaires choisis, en l'absence de toutes celles et ceux qui posent les questions embarrassantes, la direction pense que l'affaire sera réglée !...

La mauvaise manœuvre qui nous a conduits à la panne aurait-elle pu être évitée ? Doit-on confier des compétences stratégiques à des prestataires ?

Sans s'inquiéter d'être démunie des moyens de son autonomie, et dans le seul but de faire des économies de personnel, la direction décidait d'externaliser en Janvier 2014 le pilotage de la centrale (chaufferie/électricité) à COFELY en écartant sciemment 9 professionnels RENAULT. Tous au service de leur entreprise depuis 30 ans en 3x8, 7j/7, certains y ont laissé leur santé notamment au contact de l'amiante. Leur parfaite connaissance du poste aurait peut-être permis d'éviter la panne, mais pour cela ils auraient dû accepter une impensable baisse de salaire en passant COFELY.

Enfin, nos chers directeurs ne seront pas trop embarrassés pour les reclasser aux services techniques avec 1000€ de moins par mois ! Avec au passage, des RH qui auront usé de toute leur mauvaise foi pour leur refuser l'application des accords salariaux RENAULT.

Écœurés et fatigués par tant de mépris, les salariés ont dû se résoudre à mener une action prud'homale pour faire valoir leurs droits. Mais ce qu'ils n'avaient pas prévu, c'est que la direction pousse l'insolence à leur demander de revenir dépêtrer la situation COFELY !!!

Pour des économies de bout de chandelle, le bilan est triomphal :

- Une direction qui se défait de ses responsabilités sur le nouveau prestataire en apprentissage à la centrale,
- Des salariés au tribunal contre leur employeur après 30 ans de bons et loyaux services,

Et voilà le travail ! Pendant ce temps, nos dirigeants se payent leur PPG en baissant les frais généraux sur le dos de RENAULT et de ses salariés !!!

